

## COMMUNIQUÉ

*Pour diffusion à compter de 10h00, le 11 octobre 2013*

### **Semaine de la solidarité: le gouvernement doit remettre les droits humains à l'ordre du jour**

**Montréal, 11 octobre 2013** – À l'occasion du lancement de la quatrième édition de la Semaine de la solidarité, la Ligue des droits et libertés (LDL) interpelle le gouvernement du Québec pour qu'il mette les droits humains au cœur de son agenda politique.

La LDL rappelle que son [Rapport sur l'état des droits humains au Québec et au Canada](#), endossé par plus de quarante organisations syndicales et communautaires, fait le constat d'un recul généralisé des droits humains. Ces atteintes portent autant sur les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels. « Il ne s'agit pas que de violations de droits ponctuelles : les organisations s'entendent pour affirmer que ce sont les conditions mêmes de la réalisation des droits qui ne sont plus réunies. En cette semaine de la solidarité, nous invitons le gouvernement à prendre ce constat très au sérieux », déclare Vincent Greason, porte-parole de la LDL.

Les élus doivent entreprendre une réorientation fondamentale des politiques sociales et économiques, et ce dès leur conception. « Le rapport appelle à des changements en profondeur. Le gouvernement doit notamment prendre des mesures pour assurer à tous et à toutes un revenu suffisant pour vivre dignement. Il doit prioriser les conditions de travail décentes plutôt que l'employabilité à tout prix. La situation des femmes, dont le revenu équivaut à seulement 70% de celui des hommes et qui sont surreprésentées dans les emplois précaires, doit être prise en compte », affirme Vincent Greason.

La LDL suivra avec beaucoup d'attention les annonces de la ministre Maltais au sujet de la « solidarité » au cours des prochaines semaines pour s'assurer qu'elles répondent aux engagements internationaux du Québec en matière de droits humains.

« Le gouvernement doit aussi mettre un terme à sa vision étroitement économique des programmes et des services publics. L'éducation, par exemple, devrait viser le plein épanouissement des personnes, plutôt que la formation de ressources humaines destinées à répondre aux besoins du marché » poursuit Vincent Greason. La LDL demande aussi au gouvernement de prendre les mesures nécessaires permettant de garantir l'exercice de la démocratie, en commençant par mettre fin à la judiciarisation des personnes marginalisées et de ceux et celles qui contestent les orientations gouvernementales.

« Le projet de société auquel le plein respect des droits humains nous convie est la définition même de la solidarité entre tous les êtres humains » conclut Vincent Greason.



## **À propos de la Ligue des droits et libertés**

La LDL est un organisme à but non lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

### **Pour informations et entrevues :**

Lysiane Roch, responsable des communications  
514-715-7727